

demandons, à vous établissements universitaires et autres, de terminer nos travaux, car c'est dans le libre esprit du débat que nous puiserons les meilleures idées à ce sujet.

Actuellement, dans le cadre de ma pratique quotidienne en tant que représentant du commerce, je dois participer à une quantité de réunions informelles, entre autres avec des représentants du travail et de l'environnement. D'ailleurs, cette semaine, j'ai été très impressionné par ma rencontre avec une coalition qui avait été formée, encore une fois avant mon arrivée en scène, pour prendre des mesures à l'égard d'un projet de loi adopté l'an dernier avec l'Afrique : la Coalition AGOA (*The Africa Growth and Opportunity Act*).

Oui, cette coalition m'a impressionné, particulièrement parce qu'elle rassemblait non seulement certains des groupes que j'ai mentionnés, mais aussi parce qu'elle englobait des organisations fondées sur la foi, des groupes oeuvrant en faveur des droits civils; il y a un éventail extrêmement large de groupes d'intérêts et, ce qui m'a particulièrement enchanté est non seulement qu'ils veulent soutenir le commerce avec l'Afrique, mais qu'ils cherchent aussi des possibilités de collaborer avec nous concernant d'autres problèmes touchant l'Afrique, qu'il s'agisse du VIH/sida ou de la croissance économique, et qu'ils s'intéressent maintenant à un ensemble plus vaste de questions commerciales.

Je pense qu'un autre aspect essentiel de la ZLEA sera cet effort structuré pour atteindre la société civile. D'une certaine façon, c'est un processus inhabituel que d'organiser la société civile, car la nature même du processus est de la laisser circuler librement dans notre démocratie.

Toutefois, il me semble aussi qu'il existe un mécanisme de retour et, tandis que nous profiterons de la société civile, je crois fermement que cette dernière bénéficiera du libre-échange dans tout l'hémisphère. Je crois en outre qu'au coeur du libre-échange se trouve la liberté : la liberté des idées, la liberté des peuples et de l'échange des idées, la liberté du débat, de l'ouverture, de la transparence. La liberté, c'est construire un climat de confiance dans les institutions gouvernementales et faire luire l'ouverture afin d'identifier la corruption liée à la réglementation et aux formalités administratives. Finalement, je pense que notre succès à long terme s'appuiera sur la création d'un environnement dans lequel les groupes locaux de partout dans l'hémisphère pourront fixer leurs propres racines et élaborer leurs propres liens avec les relations démocratiques de leur système politique pour promouvoir les causes environnementales, les syndicats libres et une quantité d'autres organisations oeuvrant en faveur des droits de la personne ou dans d'autres domaines.

Permettez-moi, pour conclure, d'aborder brièvement ce sujet : je sais que certaines personnes remettent en question le rôle de l'ALENA et c'est là, à mon avis, au-delà des questions économiques, un point politique extrêmement important. J'ai fait affaires pour la première fois avec le Mexique au milieu des années 1980, pendant la crise de l'endettement, et le Mexique d'aujourd'hui est un pays très différent du Mexique de cette époque.